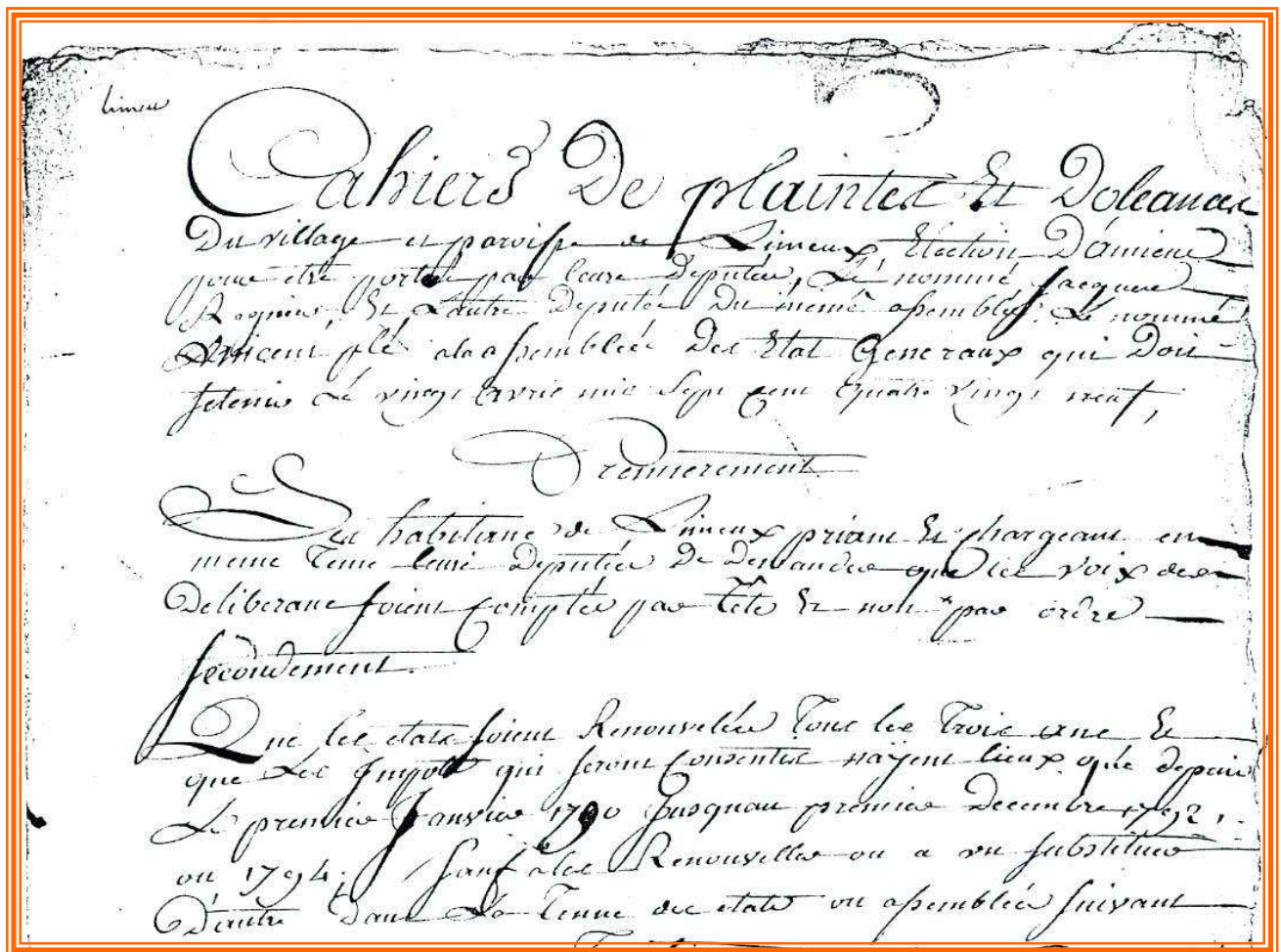


# La période révolutionnaire, les cahiers de doléances

Section patrimoine des Amis du CIS vendredi 3 octobre 2008 – salle de la mairie de Condé-Folie



*Ci-dessus, le cahier de doléances de Limeux*

Archives de la Somme. — B 317 et 306: Cahier de doléances des habitants de Bailleul.

Mémoire des plaintes et doléances et demandes, que les habitants du village de Bailleul estiment devoir être présentées à l'assemblée du bailliage d'Amiens, qui doit estre tenue le vingt-trois mars présent mois, pour y procéder à l'élection des députés du bailliage aux États Généraux du Royaume, convoqué à Versailles pour le vingt-sept avril mil sept cent quatre-vingt-neuf, à la rédaction des cahiers du dit bailliage, qui doit être faite à la dite assemblée.

**L**es dits habitans, corps et communauté du dit Baillage, donnent pouvoir à leurs députés de représenter que, sous le poids des impositions de tout genre, qui se sont accrues et s'accroissent journellement sur eux, au point d'éprouver la plus grande misère, et de ne pouvoir survenir aux dépenses utiles, et même nécessaires, pour soutenir l'agriculture, et pour empêcher sa dégradation, que le grand nombre des privilégiés, qui journellement augmentent et s'accroissent, font refluer sur le tiers état, principalement sur les laboureurs et habitans de la campagne, la partie des impôts les plus accablans, de sorte que, si on y apporte un remède prompt, l'agriculture est menacée d'être abandonnée ; de là suivroit la ruine des privilégiés, non privilégiés et de l'État ; qu'attendu que les impôts et charges publiques ont pour objet la conservation générale de l'État et le bien des différens ordres dont il est composé, tous privilèges pécuniaires soient et demeurent abrogés et supprimés.

**Q**ue tous impôts et charges publiques, tels que taille, la capitation et autres objets qui en sont accessoires et compris dans le second brevet de la taille, l'imposition qui a pour objet l'établissement et l'entretien des chemins, le droit de franc-fief, les difficultés sans nombre, les frais et vexations qui accompagnent la perception, la levée de la milice par la voye du sort, qui, outre la dépense qu'elle occasionne, offense les sentimens et donne atteinte à la liberté, les logemens de gens de guerre, les transports de leurs équipages, l'établissement et l'entretien des casernes, et tout ce qui a rapport à la partie militaire, et qui, jusqu'à présent, a été à la seule charge du tiers état, quoy qu'occasionné par la conversion générale et commune des différens ordres, soient tous, ainsy que la dénomination de taille et corvée, abolis et supprimés à toujours.

**Q**ue tous les impôts et charges publiques, dont la suppression est demandée par l'article précédent, soient suppléés par une imposition commune à tous les ordres, réparti sur tous les individus de chacun d'eux, à raison de leurs propriétés territoriales, tant de la campagne que des villes, si mieux n'aiment cependant les États Généraux assemblés, distraire de l'imposition territoriale, la capitation et autres objets qui composent le second brevet de la taille, lesquels, par leur nature, sont plus personnels que réels, et doivent porter, tant sur les revenus des fonds réels, que sur les facultés mobilières et personnelles ; réunir ces objets aux rôles de la capitation, pour être gouvernés suivant les règles établies dans les villes, pour l'établissement et la répartition de ces impôts. Rien de plus juste que la suppression demandée, et la répartition sur tous les individus, sans distinction. Le tiers état, qui ne possède au plus qu'un quart des biens du royaume, paye seul les susdits impôts et charges ; le clergé et la noblesse, qui possèdent les trois autres quarts, ne souffre que d'une bien modique imposition.

*Pour qu'un gentilhomme paye cent-cinquante livres de capitation, il faut qu'il ait une fortune considérable, et il n'est point de village où il n'y a plusieurs laboureurs qui ne payent autant, et même au dessus. Quelle proportion y a-t-il entre la fortune de ce laboureur, consistant au plus en quatre cent livres de revenus, pour payer les sus dits impôts et charge, et celle du nobles, qui ne paye pas davantage, quoique jouissant de cinquante-mille livres de revenus, et même au dessus ?*

*Que chaque ordre, sans aucunes distinction de privilège, soit compris dans les rôles de l'imposition des vingtièmes, aussi à proportion de sa propriété,*

*Que la gabelle, qui, de tous les impôts, est reconnue la plus injuste et la plus désastreux, écrasant la portion la plus indigente des citoyens, le plus pauvre payant autant que le plus riche seigneur, oblige d'aller chercher au loin, d'attendre longtems la livraison de l'objet de son imposition, avec tous les dangers de l'intempérie, d'essuier la rigueur, les entraves, les difficultés, qui accompagnent cette odieuse imposition, et enfin que son ignorance expose souvent, et fait succomber à des amendes que son insolvabilité conduit à la perte de la liberté, soit abolis et supprimés, en substituant tel autre impôt que les États Généraux jugeront convenable pour la remplacer.*

*Demander la suppression des droits d'aides, controle, insinuation des actes, centième denier, droits qui, par la rigueur de leur exercice, les extentions des percepteurs, l'arbitraire qui y règne, les difficultés sans nombre et les frais qui les accompagnent, l'ignorance et la faiblesse de débiteurs, gênent et assarment la liberté publique, jettent dans la partie sacrée des contrats, faisant de lien de la société, des entraves, qui nuisent au repos des familles, donnent lieu à des vexations et des amendes multipliées, et à des disputes continuelles, toujours terminées à leur préjudice, soit par le cahot des réglemens, l'ignorance et faiblesse des parties, soit par la modicité de l'objet, et la crainte des frais, moyens dont les percepteurs se servent, pour accréditer leurs prétentions, en établir et maintenir la possession, et ensuite s'en glorifier, et présenter comme amélioration, le monstrueux assemblage d'extension, qui n'est que le fruit de l'oppression, et souvent de la ruse employé pour y parvenir.*

*Que si les malheurs et les embarras de l'État s'opposent actuellement à une suppression absolue, demandée en attendant qu'elle puisse avoir lieu, que les États Généraux veuillent détruire les objets innombrables de ces deux régies, en simplifier les droits, les ramener à leurs institutions, les purger de tout l'arbitraire, prononcer des peines rigoureuses contre toutes extentions, et en cas, si, sur ce qu'il sera statué par les États Généraux, il s'élève quelques contestations, la connoissance des droits de controle et insinuation des actes, centième denier et autres droits y joint, soit attribué, comme l'est celle des aides, aux juges de l'élection, par-devant lesquels les parties lésées peuvent se deffendre.*

**Q**ue pour rétablir l'ordre, épargner les frais immenses de l'administration actuelle, qui absorbent plus de la moitié de produit des dites deux régies, par la trop grande multitude des employés et les gros appointemens, réformer les abus opérer les changemens utiles, d'après les moyens et ressources particulières, de chaque province, il y soit établi des états provinciaux, qui en aurent l'administration.

**Q**u'il soit statué, dans l'assemblée des États Généraux, sur leur retour périodique, que, dans la dite assemblée, les suffrages soient comptés par teste et non par ordre.

Cette paroisse, plus accablé du fardeau des impôts que d'autre aussy considérables qui l'avoisine, est assujetti encorre, non seulement à l'impôt inique du sel, au droits de la taille, accessaires, capitations cervées et vintiem, qui ferme un objet de plus de 18 mil livres, mais encore à l'impôts des aides. Cette paroisse est encore assujétie aux droits de subventions, inspecteurs et octrois, et dix sols pour livres d'iceux, à la fabrication de leurs boissons; elle est encore assujetti à une autres droits appellé le trop but, où les commis font paier les droits des gros, augmentation, courtages, et courtier jogueur, et dix sols pour livres d'une boissons consommé par le propriétaire, sa femme, ses enfans et domestiques; cette perception est aussi regardé avec horreur dans cette province, où elle a lieu. Cette année, la récolte des fruits a été assis abondante, et il en coutera aux habitans plus de six mille livres, pour ces droits d'entrés et gros, quoique la boisson soit crut dans le lieu, et n'en sorte. Cependant, à peine entrera-t-elle dans les cofres de Sa Majesté un 5e du produits de ces droits: le buraliste emporte à lui seule moitié dans des certains année; que sera-ce après que des commis, des contrôleurs, des receveurs à pieds et à cheval, des directeurs et régisseurs, aussi inutile qu'à charge à l'État, aurent retenu les un deux, les autres trois et quatre sols pour livres, pour droits de leur recette, enfin, après que tous cette fourmillière de commis aura perçu ses appointemens, nous n'osons le dire, notre intention est de faire conncître que, de toutes les parties des fermes du Roy, les aydes sont sans contredis les plus à charges à l'État et nuisible au biens publiques, et la destructions d'un corps d'homme qui impose des amandes à leurs grai, rançonne tout un publiques, que l'on peut apeler les sangsues de l'État et les perturbateurs du repos publique, ne doit plus exister, sous un Roy qui, comme Louis XV<sup>e</sup>, veut le bonheur de ses sujets. La proscription de la gabelle et des aides fera bénir à jamais la mémoire du meilleur des Roy.

**O**n voudroit que les seigneurs, qui se disent voier, soient tenue à rendre les rue et chemin de leurs seigneuries en bon état et de servir aux gens de pieds et à cheval; qu'ils ne puissent plus, comme par le passé, planter dans les chemin ou dans les rues, des arbres qui s'élèvent d'une grande hauteur, qui jènent l'agriculture ou le chariage, ou qui ôtent la lumières aux habitations, les œuvres de leurs branches, les desgrades et les pourisent, sinon à 24 pieds des maisons, habitation et terrain de leurs vassaux.

**Q**ue le droit de champart, qui est portables, se perscrive par le seigneurs comme la dîmes, c'est à dire sur le champ, afin que le pauvres cultivateurs ne soit plus exposés, en attendant le champarteurs, de voir s'orages fondre sur ses grains, et lui faire perdre le fruits de sa récolte.

**Q**ue la chûse, avecque ou sans chiens, après que les grain sont estpiée, soit desfandue jusqu'à que les grain soyent récolté.

**T**ous les biens, seigneurie, dîmes et champart appartenant aus ordres religieux réunit au domainne de l'État, ou chargé de contribuer, pour leur part, aux charges publiques.

Le curé, privé des dîmes et casuelle, dont le remplacement sera d'une somme fixe par année.

**Q**ue la mendicité soit entièrement prescrite ainsi que l'ont toujours voulu nos Roys et que chaque ville ou village soit tenu de nourrir ses pauvres particuliers.

**T**els sont les objets et demandes que les habitants de Bailleul chargent leurs députés de présenter à l'assemblée du bailliage d'Amiens, et, si elles les trouve dignes d'être présentés aux États Généraux, de vouloir bien les adopter dans leurs cahiers.

Fait et arrêté à Bailleul en l'assemblée tenue pour la rédaction du cahier de la communauté, ce quinze mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Signé : J. Cayeux, Jean Melliez, Thuillier, Jean Vast, Charles Duval, syndic, Nicolas Melliez, Antoine-Angé Lecat, Philippe Cayeux, Cornu, Honoré Duhamel, Jacque Duval, Duhamel, veuve Harcourt, Pierre Farcy, Philippe Duval, P. Vacavant, P. Leblond, P. Mahin, Antoine Ledée, Jean-Baptiste Lecat, Melliez, Alexandre Jourdain, Philippe Thuillier, Jean Duhamel, François Duval, Louis Duval, Charles Miny, Charles-Joseph Merchez, Charles-François Merchez, Charles-Martin Caty, Jean-Baptiste Gruel, Charles-Martin Bacquet, Pierre Assart.

Procès-verbal.

COMPARAINTS : Pierre Assart, greffier, Jean Duhamel, Jean Mellier, Charles-Joseph Mercher, Pierre Leblond, Antoine Thuillier, Louis-Felix Petit, Nicolas Carton, Jean Cayeux, Louis Cornu, tous membres de l'assemblée, François Duval, Adrien Lecat, Charles-François Mercher, Louis Duval.

DÉPUTÉS : Pierre Assart, Louis Duval.



Avril 1889

Commémoration du centenaire du 5 mai 1789.

Ce jour marque l'ouverture des Etats Généraux à Versailles en présence du Roi Louis XVI, date que l'on peut considérer comme marquant le commencement de la Révolution Française de 1789 et qui conduira à la proclamation de la République en 1792. Cette commémoration ne paraissait pas passionner la population ou tout du moins les Conseillers Municipaux puisque c'est le procès verbal de la 3<sup>ème</sup> réunion, les 2 premières ayant été annulées par manque de présents. Encore note-t-on la signature de 6 Conseillers.

M. le Préfet, circulaire relative à la <sup>anniversaire</sup> fête du 5 Mai 1889.  
et invite le Conseil à délibérer sur la matière.

Le Conseil,

Sur la circulaire de M. le Préfet,

Considérant qu'il est du devoir de tous les Français  
de célébrer dignement l'anniversaire d'une date qui  
marque l'émancipation de la nation Française

Mais considérant aussi le peu de ressources de laquelle dispose  
la Commune d'Escombelle,

Vote une somme de 15 <sup>pour illuminations</sup> francs que la dite somme  
sera prélevée sur les ressources disponibles du budget  
de 1889, art 132. - Fait et délibéré en séance le jour, mois et an susdits.

Programme de la Fête du 5 Mai 1889

A 4 heures <sup>la</sup> Fête sera annoncée par son son de la  
cloche et au son du tambour.

A 5 heures du soir Revue des sapeurs-  
pompiers sur la place.

Le soir, à 8 heures bal gratis sur  
la place publique.

A 8 heures illumination de l'  
édifice de la commune.

Fait et délibéré en séance  
le jour, mois et an susdits.

Arresté Guillot

Guillot

Guillot

D

Guillot